# DOSSIER DE PRESSE















Depuis plus de 40 ans, les pays méditerranéens s'appuient sur le Plan Bleu pour apporter une solide compréhension de l'état, des dynamiques et des interactions de l'environnement et du développement en Méditerranée. Les acteurs méditerranéens publics et privés utilisent les informations et les analyses du Plan Bleu comme référence pour la prise de décision fondée sur des preuves depuis des décennies. Le présent rapport sur l'état de l'environnement et du développement en Méditerranée (RED 2020) s'inscrit dans cette tradition et arrive à un moment historique. Au cours du premier semestre 2020, la COVID-19 est devenue une menace mondiale sans précédent. La pandémie a déjà fait des ravages en vies humaines, en souffrances humaines et en bouleversements économiques massifs dans notre région, dont une grande partie de ses effets à moyen et long terme n'a pas encore été pleinement appréhendée. En réponse à la crise économique, les pays méditerranéens sont en train d'introduire des politiques, des mesures et des plans de relance pour soutenir la reprise. Il n'y a pas de lueur d'espoir dans la pandémie de la COVID-19, mais nous pensons que notre région doit saisir une occasion historique de se rétablir d'une manière intelligente et fondée sur des preuves. Dans ce contexte, le RED offre une occasion très appréciée d'apprendre des erreurs du passé et de mieux se remettre. Mieux reconstruire implique de revoir notre relation avec la nature. Il appelle à donner la priorité aux emplois verts, aux énergies renouvelables, aux solutions à intensité de ressources limitée et à la reconnaissance du potentiel de toutes les générations et de tous les sexes, pour façonner notre avenir collectif dans la région.

Gaetano Leone, Coordinateur PNUE/PAM - Barcelona Convention Secretariat

Le rapport reconnaît les différences entre les pays et sous-régions riverains (par exemple le nord, le sud, l'est de la Méditerranée). Depuis le rapport 2005 du Plan Bleu, «Un avenir durable pour la Méditerranée: les perspectives d'environnement et de développement du Plan Bleu», des différences subsistent dans le développement humain, les tendances démographiques, l'accès aux ressources naturelles et la protection de l'environnement. La Méditerranée est reliée au reste du monde par de grands détroits ou canaux (Gibraltar, détroit de Turquie, canal de Suez). La région est également soumise à des risques environnementaux importants. Les différences entre les pays méditerranéens induisent en outre des inégalités de résilience, ainsi que des capacités d'adaptation ou de prévention pour faire face aux défis actuels ou futurs.

Thierry Lavoux, Président de Plan Bleu

### LE RED 2020, en bref

Le Rapport sur l'état de l'Environnement et du Développement (RED) publié aujourd'hui avertit que le bassin méditerranéen est confronté à des défis environnementaux et de développement d'une ampleur sans précédent. Dans un contexte d'inégalités croissantes, le rythme alarmant de la perte de biodiversité, les impacts croissants du changement climatique et la pression incessante sur les ressources naturelles, y compris la pollution, poussent la région vers des points de basculement dangereux. À moins que des mesures urgentes et résolues ne soient prises pour mettre un terme aux tendances actuelles, la dégradation irréversible de l'environnement pourrait avoir des conséquences désastreuses sur la santé humaine et les moyens de subsistance.

Le RED, qui a été publié pour la dernière fois il y a dix ans, est produit par le Plan Bleu, un centre d'activités régionales du Plan d'action pour la Méditerranée du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE / PAM). Il s'adresse aux décideurs et à tous les acteurs des domaines de l'environnement et du développement dans la région méditerranéenne. Il s'agit de l'évaluation la plus complète et la plus rigoureuse du genre et sa production a nécessité un effort de compilation de connaissances de deux ans entrepris par 150 experts mobilisés par le Plan Bleu dans toute la région. Des représentants des Parties contractantes à la Convention de Barcelone (21 pays méditerranéens et l'Union européenne), dont le PNUE assure le secrétariat, ont participé au processus de préparation du RED.

Les principales questions abordées dans ce rapport sont :

Quel est l'état, quelles sont les tendances d'évolution et que peut-on observer dans l'environnement et le développement en Méditerranée? Quelles sont les causes? Quelles sont les réponses? Quelles sont les réalisations et les lacunes? Quelles priorités scientifiques devraient être fixées pour les 10 prochaines années?

Le rapport est le résultat d'un effort collectif des Parties contractantes, des membres de la Commission méditerranéenne du développement durable (CMDD) et des composantes du PAM et des partenaires qui ont une expertise dans les domaines pertinents en Méditerranée. Sous la supervision générale de l'Unité de Coordination du PAM, le Plan Bleu est responsable du processus de développement de RED avec l'appui de toutes les composantes du PAM.

Les principaux contributeurs sont:



Il s'agit du premier rapport de cette envergure en Méditerranée. Le RED révèle de profonds changements dans la région. La Méditerranée n'atteindra pas les objectifs de développement durable d'ici à 2030 si aucune mesure urgente n'est prise pour répondre au rythme alarmant de la perte de biodiversité, aux effets de plus en plus marqués du changement climatique et à la surconsommation des ressources naturelles. Le rapport indique que la Méditerranée est confrontée à des défis environnementaux d'une ampleur sans précédent. Cependant, il y a des raisons d'espérer si des actions collectives et durables sont mises en place.

### PNUE / PAM et Plan Bleu

Le PAM a été établi en 1975 en tant qu'accord multilatéral sur l'environnement dans le contexte du Programme des mers régionales du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Les pays méditerranéens et la Communauté européenne ont approuvé le PAM comme cadre institutionnel de coopération pour relever les défis communs de la dégradation de l'environnement marin.

Sous les auspices du PNUE / PAM, une convention-cadre consacrée à la protection de la mer Méditerranée contre la pollution a été adoptée en 1976 et amendée deux décennies plus tard pour englober les concepts clés adoptés lors de la conférence historique de Rio en 1992 et pour inclure les côtes dans son champ d'application. La Convention pour la protection du milieu marin et du littoral de la Méditerranée (Convention de Barcelone) a été adoptée en 1995. Le PNUE / PAM et les Parties contractantes à la Convention de Barcelone - 21 pays méditerranéens et l'Union européenne - ont progressivement érigé un un cadre institutionnel, juridique et de mise en œuvre complet intégrant les éléments essentiels de la durabilité en Méditerranée.

### Les composants MAP

Dans la mise en œuvre de son programme de travail, l'Unité de coordination reçoit l'appui et l'assistance techniques des composantes du PAM conformément à leurs mandats individuels et aux décisions spécifiques des Parties contractantes.

Les Composants constituent une source de force pour l'ensemble du système MAP-Convention de Barcelone. Cette configuration permet au système d'acquérir et de développer une expertise essentielle pour l'exécution de la Convention, notamment à travers les mandats spécifiques des CCR, tout en gardant un sens partagé de l'orientation et des objectifs communs. Les activités, programmes et projets mis en œuvre par l'Unité de Coordination du PAM et les Composantes du PAM, y compris six Centres d'Activités Régionales (CAR) opérant à partir des pays méditerranéens hôtes, traduisent la vision d'une Méditerranée saine et prospère en une constellation de réalisations en expansion progressive.

#### Plan Bleu : l'un des 6 centres d'activités régionaux

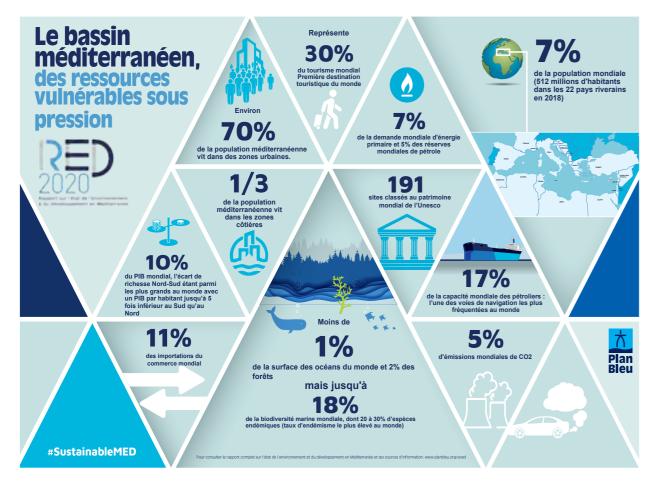
Le Plan Bleu produit des études et des scénarios d'avenir afin de sensibiliser les acteurs et décideurs méditerranéens aux enjeux de l'environnement et du développement durable dans la région.

Situé à Marseille, le Plan Bleu est géré par une association de droit français (loi 1901). Les activités sont menées par une équipe de 15 personnes, soutenues par des experts méditerranéens et validées par les points focaux des pays. Le financement est assuré par les pays méditerranéens et l'Union européenne, ainsi que par une dotation du ministère français de l'Environnement et des contributions aux travaux et projets communs fournis par diverses institutions et partenaires. Nos missions incluent l'observation de l'environnement et du développement pour éclairer les décideurs qui façonnent les futurs possibles du développement durable, le suivi de la mise en œuvre de la stratégie méditerranéenne de développement durable, l'intégration du changement climatique comme priorité, l'accompagnement de la transition vers une économie verte et bleue et l'abandon socio-économique lumière pour une gestion appropriée des ressources méditerranéennes

### Des ressources vulnérables sous pression

### La Méditerranée est une écorégion fragile avec un patrimoine culturel unique et une biodiversité exceptionnelle.

Le développement se concentre sur ses zones côtières, soumises à de multiples pressions. Urbanisation côtière, tourisme de masse, surexploitation et salinisation des eaux douces, pollution et déchets marins, surpêche, expansion de la mer le trafic et les espèces non indigènes sont des préoccupations communes.



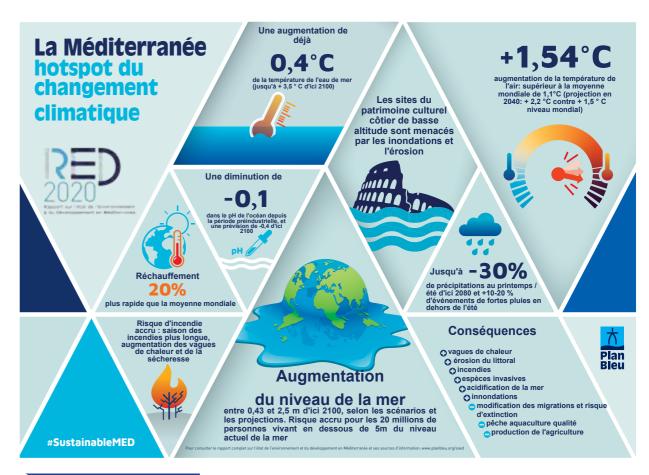




# Méditerranée, hotspot du changement climatique

Le bassin méditerranéen se réchauffe 20% plus vite que la moyenne mondiale, notamment en raison du réchauffement plus rapide de l'air ambiant et de la surface de la mer en toutes saisons.

Alors que la température moyenne de l'air dans le monde est maintenant d'environ 1,1 ° C au-dessus des valeurs préindustrielles, la région méditerranéenne s'approche d'un réchauffement de 1,6 ° C.Le GIEC prévoit une augmentation des températures de 2 à 3 ° C d'ici 2050, et un augmentation de 3 à 5 ° C d'ici 2100 dans cette région.



#### **EXTRAIT DU RED**

L'adaptation au changement climatique dans les zones agricoles, urbaines et côtières devrait nécessiter des investissements importants. Anticiper l'adaptation, choisir des solutions «sans regret», y compris des solutions fondées sur la nature, et impliquer efficacement le secteur privé (y compris les banques et les compagnies d'assurance) réduiraient les besoins de financement. Améliorer l'accès du public à l'information et la participation du public, ainsi que la sensibilisation au développement durable sont essentiels pour agir de manière inclusive en faveur des transitions et pour rehausser le profil politique des questions environnementales. Des politiques efficaces de transition vers la durabilité nécessitent une approche inclusive et intégrée qui entraîne des changements de comportement à tous les niveaux.

\* Le rapport guide plusieurs objectifs et plans d'actions à mettre en place. Retrouvez l'ensemble de ces recommandations dans le résumé ou le rapport complet à télécharger sur www.planbleu.org/soed

# La Méditerranée : un bassin sous pression

La concentration des populations dans les zones côtières s'est poursuivie sans relâche au cours de la dernière décennie. Entre 1965 et 2015, la pression urbaine a continué d'augmenter dans les trois quarts des pays méditerranéens dont les zones bâties ont au moins doublé dans la bande côtière (à moins d'un kilomètre de la mer).

Cela s'est traduit par la perte de surface des écosystèmes côtiers naturels, affectant ainsi les services qui leur sont associés, et par des risques côtiers accrus pour les populations qui en dépendent. Cela pose la question de l'application du protocole de gestion intégrée des zones côtières (GIZC) de la convention de Barcelone, qui stipule que les parties contractantes doivent établir dans les zones côtières une zone d'au moins 100 m de largeur où la construction est interdite. Le phénomène de «littoralisation» contribue à la destruction des milieux naturels fragiles et des terres agricoles qui jouent un rôle crucial non seulement dans la capture du carbone, mais aussi dans la régulation des crues et le maintien de l'équilibre biologique. Ceci a également des conséquences sur la survie et le développement d'une activité paysanne traditionnelle (cultures de céréales et légumineuses avec arboriculture) qui évite ou ralentit l'exode rural.

40%
DU LINÉAIRE
CÔTIER
ARTIFICIALISÉ

+5000kms
DE CÔTES
ARTIFICIALISÉES
D'ICI 2025



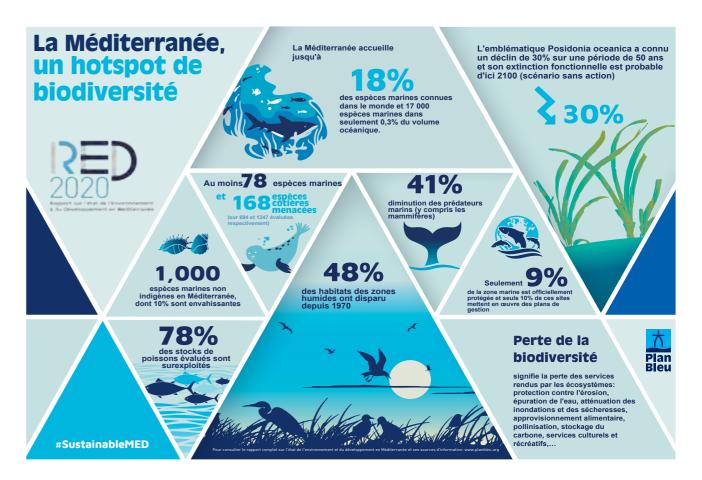
#### **EXTRAIT DU RED**

Faire face aux multiples pressions des secteurs économiques (tourisme, transports, industrie, mines) suppose l'intégration des enjeux environnementaux dans la conception des investissements et des projets. Une attention particulière devrait être accordée au secteur des transports, aux investissements et à l'entretien des infrastructures routières, ferroviaires, portuaires et aéroportuaires et à leur impact environnemental, à la lutte contre la pollution des véhicules, à la transition vers de nouvelles infrastructures. technologies (électricité, hydrogène), réduisant les impacts environnementaux du transport maritime civil et militaire. L'industrie et les industries extractives doivent améliorer leur efficacité dans le contexte d'une économie circulaire caractérisée par la réduction, la réutilisation et le recyclage des déchets et l'attention à la production et à l'utilisation de produits chimiques.

\* Le rapport guide plusieurs objectifs et plans d'actions à mettre en place. Retrouvez l'ensemble de ces recommandations dans le résumé ou le rapport complet à télécharger sur www.planbleu.org/soed

# Biodiversité: une richesse mondiale à protéger

Les pratiques de pêche représentent une menace particulière pour les pêcheries: 78% des stocks sont sujets à la surpêche, tandis que 18% des captures totales sont rejetées. Quant à l'aquaculture, qui se développe de manière significative, les impacts ne sont pas négligeables avec l'utilisation d'espèces sauvages pour les poissons d'élevage, le transfert d'espèces indigènes et les rejets d'azote et de phosphore.



### **EXTRAIT DU RED**

Il est urgent de changer radicalement les modes de production et de consommation dans la région méditerranéenne afin de progresser résolument vers un développement durable et inclusif. Cette transformation permet de se concentrer sur les préoccupations liées au changement climatique, à la protection de la biodiversité, à l'économie circulaire et à la transition vers une économie bleue / verte. Cela est conforme au Programme de développement à l'horizon 2030 des Nations Unies et à ses objectifs de développement durable, ainsi qu'à la récente Stratégie méditerranéenne de développement durable (SMDD).

\* Le rapport guide plusieurs objectifs et plans d'actions à mettre en place. Retrouvez l'ensemble de ces recommandations dans le résumé ou le rapport complet à télécharger sur www.planbleu.org/soed

### Une Méditerranée saine est possible, mais des défis demeurent

La relation entre la santé humaine et les écosystèmes naturels attire de plus en plus l'attention des chercheurs. La santé et le bien-être humains sont influencés par les biens et services fournis par les écosystèmes, y compris dans la région méditerranéenne.

Les activités humaines telles que le chalutage de fond et la contamination microbienne et chimique menacent les organismes marins méditerranéens qui fournissent des substances bioactives utilisées pour développer de nouveaux médicaments pour traiter les principales maladies humaines, y compris le cancer. La contamination nuit également à l'utilisation récréative des eaux côtières et des eaux profondes. Il est donc nécessaire de préserver les biens et services fournis par les écosystèmes marins méditerranéens afin d'en accroître les bénéfices et de minimiser les risques pour la santé.

EN MÉDITERRANNÉE, 15%

DES DÉCÈS SONT ATTRIBUÉS À DES FACTEURS ENVIRONNEMENTAUX MODIFIABLES, CONTRE 23% DANS LE MONDE.

EN 2016 228 000

PERSONNES SONT MORTES PRÉMATURÉMENT DES SUITES D'UNE EXPOSITION À LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE, PRINCIPALE CAUSE DE MORBIDITÉ ET DE MORTALITÉ ENVIRONNEMENTALES DANS LA RÉGION.





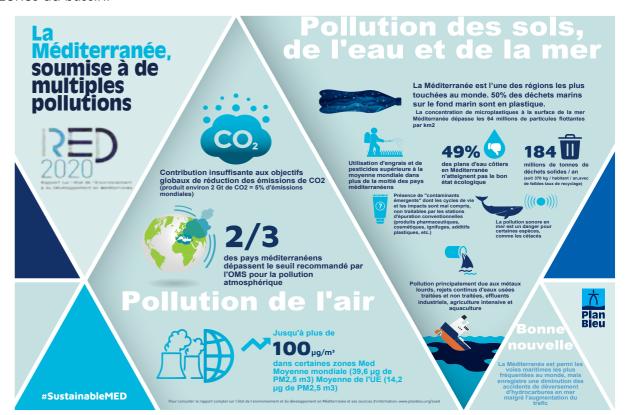
Thierry Lavoux, President Plan Bleu & Jacques Theys, Vice President Plan Bleu

«La crise actuelle peut être vue comme une opportunité de prendre conscience de la très grande fragilité du développement dans la région méditerranéenne, et de placer les pays qui la composent sur des trajectoires plus durables et résilientes aux chocs extérieurs. Venant après d'autres crises, la crise des coronavirus peut avoir pour conséquence très positive de sensibiliser à la nécessité de réduire certaines de ces vulnérabilités structurelles. Développer la résilience et la coopération au niveau des territoires ou des communautés est l'une des solutions possibles - et de nombreuses sociétés méditerranéennes ont démontré pendant la première phase de la crise beaucoup de capacités dans ce sens. Mais cela ne suffira pas, il faudra dans tous les domaines d'activité imaginer - bien plus que ce qui a déjà été fait - des modes de développement disruptifs qui permettront d'éviter des impasses ou des situations de catastrophe impossibles à l'avenir. surmonter. Cependant, nous savons maintenant par expérience que la meilleure solution pour réduire ces risques d'impasse ou de catastrophe - tout en améliorant les conditions de vie actuelles - est d'évoluer le plus rapidement possible vers des solutions plus vertes. Telle est la définition et la finalité mêmes du développement durable - qui est finalement très proche de la prévention intelligente des risques majeurs, y compris ceux des pandémies? Et c'est un rôle important pour le PAM de favoriser ces transformations structurelles - sans lesquelles ses objectifs ne peuvent être atteints. "

### La Méditerranée: à la confluence de multiples formes de pollution

La Méditerranée est l'une des mers régionales les plus touchées par les déchets marins en raison de l'augmentation de l'utilisation des plastiques, du manque de recyclage, des modes de consommation non durables, de la gestion inadéquate ou inefficace des déchets, des fortes pressions du tourisme et du transport maritime, associées à des les flux.

De nombreux décharges illégales sont présentes le long de la côte et le recyclage des déchets, entravé par des processus de collecte trop souvent inefficaces, reste généralement minime sur les rives sud et est. Même si les déchets marins d'origine terrestre restent prédominants, les déchets marins d'origine maritime contribuent activement au problème, représentant en moyenne 32% des déchets dans l'Union européenne et atteignant 50% dans certaines zones du bassin.



#### **EXTRAIT DU RED**

En 2016, les Parties contractantes à la Convention de Barcelone ont adopté le Plan d'action pour une consommation et une production durables (CPD) en Méditerranée. Le plan d'action reconnaît la nécessité de modifier les modes de consommation et de production afin de séparer le développement humain de la dégradation de l'environnement marin et côtier et fournit des lignes directrices pour favoriser une transition vers des modes de consommation et de production. durable, durabilité à long terme, économie circulaire et nouveaux paradigmes d'utilisation des ressources, en tenant compte du changement climatique et en participant à l'Agenda 2030. Le plan d'action est complété par une feuille de route et des efforts supplémentaires sont nécessaires pour sa mise en œuvre efficace.

\* Le rapport guide plusieurs objectifs et plans d'actions à mettre en place. Retrouvez l'ensemble de ces recommandations dans le résumé ou le rapport complet à télécharger sur www.planbleu.org/soed

# Des changements profonds pour le développement durable sont nécessaires

Les activités et les comportements humains sont les principaux moteurs du changement environnemental dans le monde, et la Méditerranée ne fait pas exception. Ces activités exercent une pression croissante sur les écosystèmes, entraînant une dégradation de l'environnement et des moyens de subsistance. Une nouvelle exacerbation des fragilités existantes de l'éco-socio-système méditerranéen est prévue.

Le GIEC \* considère la région méditerranéenne comme «très vulnérable au changement climatique» et déclare qu'elle «souffrira de multiples tensions et défaillances systémiques dues au changement climatique».

\* 5e rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat



### **#SustainableMED:** sensibilisation à l'action

La région méditerranéenne présente l'un des déficits écologiques les plus élevés au monde. L'empreinte écologique par habitant en Méditerranée (3,2 hag / habitant) est supérieure à la moyenne mondiale (2,8 hag / habitant), tandis que la biocapacité par habitant - permettant de supporter cette empreinte - est inférieure à la moyenne mondiale dans la majorité des pays méditerranéens (sauf en France, en Croatie, au Monténégro et en Slovénie). Le rapport RED 2020 de Plan Bleu précise les risques encourus par tous les pays en termes de changement climatique, de maintien de la biodiversité, de gestion durable des ressources, de maîtrise des pollutions solides ou atmosphériques (déchets, produits chimiques, particules, etc.) et souligne les faiblesses en matière de gouvernance, ce qui complique leur gestion.





VIDEO: RED 2020

#### FLYER: RED 2020

#### Lina Tode, experte PLAN BLEU

Nous ne sommes pas sur la bonne voie pour atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés! Les pays doivent travailler sur la résilience et non sur la croissance.

#### François Guerquin, Directeur PLAN BLEU

Les crises que traverse aujourd'hui la région méditerranéenne, que ce soit du point de vue sanitaire, alimentaire, social ou climatique, montrent clairement la vulnérabilité de la région et à quel point nous sommes peu préparés à y faire face. Ce rapport montre qu'il est possible d'anticiper ces crises ensemble et d'améliorer la résilience de la région, qui sera l'un de nos grands défis de demain.

#### Gaetano Leone, Coordinateur, PNUE/PAM -Secretariat de la Convention de Barcelone

En faisant la lumière sur les erreurs du passé, les conclusions du rapport peuvent guider une renaissance verte en Méditerranée. S'embarquer maintenant sur des voies de développement plus vertes peut mettre un terme aux tendances de dégradation de l'environnement et sauver les réalisations durement acquises dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD).

### **CONTACT & DOCUMENTATION**



Pour plus d'informations et pour télécharger les différents documents du Rapport sur l'état de l'environnement et du développement en Méditerranée, rendez-vous sur :

### www.planbleu.org/soed

Pour toute question ou pour organiser une interview avec la direction ou l'un de nos experts, veuillez contacter :

Pauline Simon, chargée de communication:

psimon@planbleu.org

+ 33 6 80 04 92 19

Pour toute question concernant le travail du système PNUE / PAM-Convention de Barcelone, veuillez contacter
Jihed Ghannem, responsable de l'information
ghannem@un.org



